

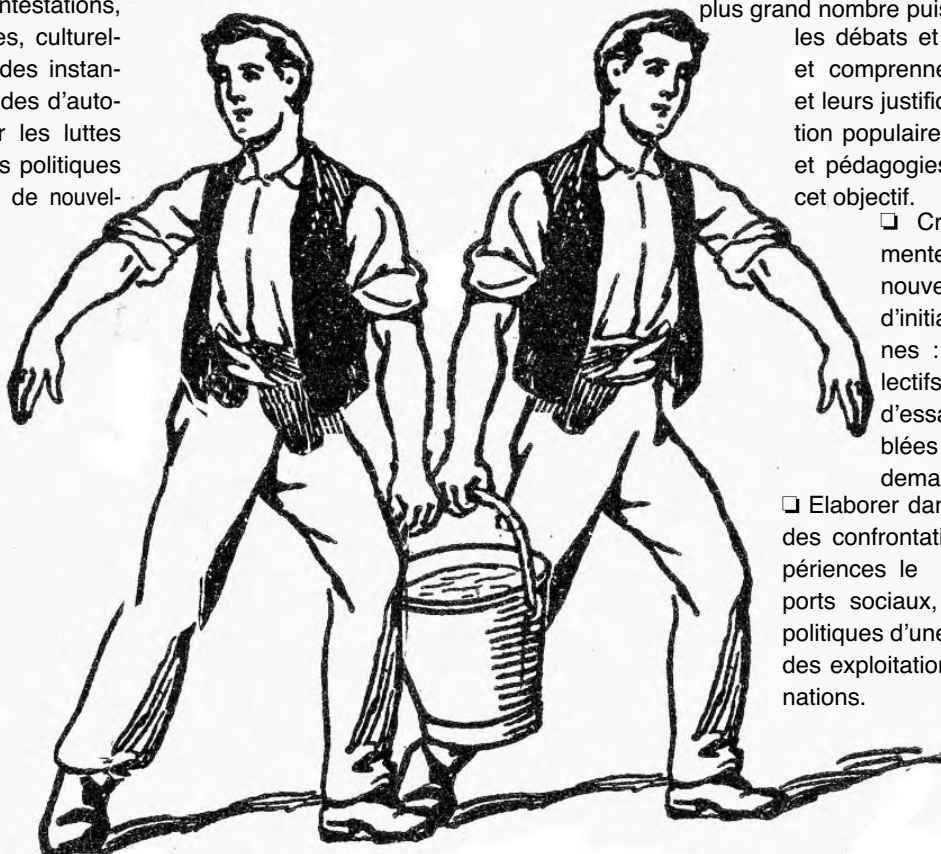
L'autogestion

Les Alternatifs sont autogestionnaires. Ils n'ont pas l'ambition de jouer le rôle de « conscience extérieure » des mouvements sociaux, de construire le parti dirigeant de ces mouvements ou de les mettre à la remorque de stratégies d'occupation du pouvoir. D'ailleurs ils ne veulent pas « prendre le pouvoir », ils veulent contribuer à un nouveau système politique, aux pouvoirs du plus grand nombre, à une société d'autogestion généralisée. Pour cela, il y a nécessité de construire, au travers des multiples contestations, sociales, politiques, culturelles, écologistes, des instances et des méthodes d'auto-détermination. Or les luttes et les expériences politiques en cours ouvrent de nouvelles perspectives, proposent de nouveaux moyens, de nouveaux objectifs. C'est le cas notamment en Amérique latine. Mais le succès du Non de gauche en France, son écho en Europe est aussi un signe que la crise politique, économique, écologique, culturelle a atteint un nouveau seuil. Le mouvement altermondialiste est le forum planétaire dans lequel l'ensemble de ces expériences peuvent s'exprimer, dans lequel l'ensemble des mouvements de contestation tendent à converger.

Pour les Alternatifs, les pratiques et les objectifs autogestionnaire sont une condition de cette nouvelle radicalité, de ces nouvelles avancées, une autogestion qui soit à la fois moyen, chemin et but.

La gauche du 20ème siècle a été dominée par deux courants majeurs, les social-démocraties et les courants communistes issus de la tradition bolchevique. Mais lors de chaque grand moment

de mobilisation, l'exigence d'autodétermination a ressurgi, exigence d'auto-organisation et de démocratie dans la lutte, espoir d'une société nouvelle, remettant en cause les exploitations et les dominations. L'aspiration autogestionnaire prend sens et force en regard des échecs historiques de la social-démocratie et des courants post-bolcheviques, qui se sont évertués à canaliser ces mobilisations, à les instrumentaliser pour des stratégies et des fins qui se sont avérées vaines, voire



criminelles. Mais elle est aussi une réponse à la globalisation capitaliste, à la marchandisation de tous les aspects de la vie, au tournant autoritaire qui, dans la plupart des pays, conduit à réduire ou ignorer les droits démocratiques et sociaux, à l'incapacité de la démocratie de déléguer à répondre aux problèmes et décisions que suppose une société complexe dans laquelle le travail intellectuel, la culture se généralisent.

Cette perspective autogestionnaire suppose pour nous, Alternatifs des moyens, un chemin, des buts.

Des moyens :

□ Mettre en oeuvre systématiquement des pratiques d'auto-détermination des luttes, des initiatives, des expériences dans tous les champs de la vie sociale.

□ Transformer les rapports entre les travailleurs et travailleuses et les organisations, mais aussi entre celles-ci, partis, syndicats, associations. Il faut rompre avec toute tentative d'hégémonie. Il faut que changent les structures et les procédures, que constamment le plus grand nombre puisse s'approprier les débats et peser sur eux, et comprenne les décisions et leurs justifications, l'éducation populaire, ses structures et pédagogies participant de cet objectif.

□ Créer et expérimenter des formes nouvelles de débat et d'initiatives citoyennes : forums et collectifs sont les bancs d'essais des assemblées populaires de demain.

□ Elaborer dans la multiplicité des confrontations et des expériences le projet, les rapports sociaux, les institutions politiques d'une société libérée des exploitations et des dominations.

L'enjeu est de produire une culture politique autogestionnaire

et dans la même dynamique de construire le rassemblement des classes, des couches et des peuples exploités et dominés comme acteur politique majeur.

Un chemin:

Il n'y aura de dépassement du capitalisme mondial que global. Ce sont ces principaux foyers, états et firmes, qu'il faut mettre hors d'état de nuire. Ce sont les rapports et les institutions des différents champs sociaux qu'il faut changer. Mais les contradictions et les

antagonismes, les forces sociales et politiques, l'histoire et les représentations qui en découlent, ont des traits spécifiques à chaque continent, à chaque pays. Les affrontements sont le plus souvent partiels et sectoriels. C'est un mouvement global qu'il faut concevoir et construire. La mobilisation mondiale contre l'invasion de l'Irak, d'une ampleur sans précédent, montre que c'est possible. Mais cette mobilisation n'a pas suffi à empêcher l'agression et la main mise états-unienne sur les ressources pétrolières irakiennes. Il s'avère nécessaire d'élargir et stabiliser les objectifs et les forces de l'opposition à l'Empire.

Chaque lutte contre l'exploitation et la domination d'une certaine ampleur doit être soutenue, popularisée, analysée, qu'elles qu'en soient les causes initiales, qu'elle aboutisse à une avancée ou à un échec, car c'est une lutte commune. Si l'on considère ainsi les événements au Chiapas et à Porto Alegre, en Argentine, au Vénézuéla et en Bolivie, ils prennent un autre sens, une autre dimension. C'est bien, ici et là, les initiatives et les mobilisations populaires, très largement spontanées, qui ont permis des avancées notables. L'occupation des latifundia, la prise en main d'entreprises privatisées ou abandonnées, le renouveau des formes de luttes et de mobilisation, l'émergence de nouvelles formes démocratiques sont pour tous et toutes des leçons. C'est ainsi que ces mobilisations ont créé un nouveau rapport de forces à l'encontre de l'impérialisme.

Nous sommes vraisemblablement entrés dans une période de transition, dans une longue révolution. Loin de s'atténuer exploitation et domination se renforcent. Loin de se démobiliser les forces de contestation se radicalisent. Elles ont, sous les auspices de l'altermondialisation, créé un espace de confrontation et de convergence, d'élaboration et d'initiatives. Comme un grand nombre nous souhaitons que le processus qui s'est ouvert soit aussi pacifique qu'il est possible. Très vraisemblablement il connaîtra des avancées, des ruptures, des échecs, mais il y a des contradictions incontournables, des forces sociales qui se rassemblent, un projet qui s'esquisse dans l'expérience commune. Il sera difficile de l'arrêter. Déjà les pouvoirs dominants s'inquiètent, ils multiplient les mesures de surveillance

et de répression. Lorsque les polices s'avèrent insuffisantes ils ont recours à des troupes mercenaires. Les ripostes nécessaires supposent des manifestations, des grèves, des mobilisations massives et durables. Or cela, dans une société complexe, réclame d'entrée de jeu la prise en charge du ravitaillement, des services publics mais aussi la surveillance et la démoralisation des forces de répression. Dans ses tactiques cette révolution doit aussi être autogestionnaire.

Aujourd'hui nous n'en sommes qu'aux premiers pas, une élaboration collective s'ébauche. C'est une problématique commune qu'il faut dégager et soumettre à la pratique et à la critique. C'est à cette problématique que les Alternatifs veulent en premier lieu contribuer.

Pour une véritable citoyenneté

N'est-il pas nécessaire dans une société dans laquelle la coopération devient nécessité, dans laquelle se construit l'individu social, que chacun et cha-



Des buts :

Pour avancer il faut un objectif, un projet concret. Si celui-ci répond à des aspirations populaires, à des contradictions effectives, il va conforter les luttes, des forces sociales nouvelles vont s'engager. Mais aussi vont se révéler des oppositions et des attentes, des obstacles et des possibles, jusqu'alors ignorés. Avant de pouvoir se concrétiser le projet aura bien évolué.

cune, dans ses pratiques quotidiennes, qu'elles soient économiques, politiques, sociétales, culturelles, puisse participer aux débats, aux décisions, aux actes? N'est-il pas nécessaire dans une société complexe d'aborder et de régler les questions collectives au travers de délégations dûment mandatées, sans doute élargies en nombre et fréquemment renouvelées, de manière que la politique

cesse d'être un métier ? Ne peut-on pas, en croisant démocratie directe et démocratie de délégation, construire une démocratie active ? Cela pourrait conduire, par exemple, à privilégier, dans la conception et le fonctionnement des institutions, les Assemblées populaires locales, en recourant au suffrage universel de tous les résidents pour défendre leurs propositions, ces Assemblées populaires se saisissant de tous les sujets politiques et de leurs implications. L'élection fréquente d'une Assemblée nationale, constituée de représentants beaucoup plus nombreux qu'actuellement, permettrait un rapport constant avec les attentes et les positions exprimées par les Assemblées locales, les syndicats, les associations et les autres formes de contre-pouvoir.

N'est-il pas nécessaire de substituer à la personnalisation croissante des pouvoirs des responsabilités et des représentations collégiales ? Aux cohortes de hauts fonctionnaires sélectionnés et formés pour maintenir et reproduire le système d'exploitation et de domination, n'est-il pas concevable de substituer des conseils élus à la proportionnelle, pour élaborer les lois et décrets, les plans et budgets ? En réponse aux orientations de l'Assemblée ou par auto-saisine, ils pourraient être amenés à proposer au débat et à la ratification de celle-ci des documents reflétant les différentes orientations possibles. Les interventions des Assemblées locales seraient alors d'un grand apport pour guider les représentants dans leur choix et vérifier la faisabilité des propositions en présence.

Dès lors qu'une formation, qu'un travail, qu'un revenu seraient garantis à tous et toutes, ne pourrait-on décloisonner l'administration publique, permettre et favoriser les passages entre les activités administratives et productives ? La polyvalence, les savoirs collectifs ne bénéficieraient-ils pas de semblables permutations ?

Pour la production des biens, des services, des savoirs.

L'autogestion c'est aussi le primat du politique, de la démocratie sur l'économique, sur les intérêts privés. Mais pour l'assurer il faut bien autre chose qu'une extension de la démocratie formelle.

Bien malgré lui le capitalisme dans son évolution a déjà développé, de façon fragmentaire, des formes de socialisation du travail, de sa reproduction et

même de la composition du capital à partir des sociétés anonymes au XIX^e siècle jusqu'aux fonds communs de placement et de pension à l'étape présente. Les contradictions entre cet état de fait et la course au profit s'expriment notamment dans l'opposition entre savoir et pouvoir, entre un savoir qui se généralise et un pouvoir économique plus concentré que jamais. Dépasser ces contradictions suppose non seulement de supprimer la propriété privée des principaux moyens de production mais aussi que le plus grand nombre s'approprie l'utilisation et la gestion de ceux-ci. Quand le travail tend à retrouver l'oeuvre, l'autogestion de la production des biens, des services, des savoirs devient indispensable à la conception et la construction d'une République autogérée. L'implication des hommes et des femmes dans la production suppose sans doute un certain niveau de revenu mais aussi une maîtrise des objectifs et des modalités de la production à laquelle ils sont associés. La production réclame des formes spécifiques de démocratie.



Elles vont entre autres dépendre de la nature des biens et services produits. Les biens communs, inaliénables, les services publics, les coopératives de production - qui devraient assurer l'essentiel de la gestion des entreprises privées actuelles- vont réclamer la présence des mêmes acteurs, mais pas sans doute, avec le même poids ni de la même façon. Les travailleurs doivent avoir partout une part majeure dans la gestion de leur entreprise ou établissement. Mais les objectifs et les financements ici déterminés par des collectivités nationales ou locales,

voire européenne ou mondiale, là contrôlés par des banques coopératives, devraient conduire à des modalités de gestion différenciées.

Le plan arrêté par les instances nationales ou, pour certains aspects, continentales serait donc impératif pour les biens communs, directif pour les services publics, indicatif pour les coopératives. Il faut sans doute renoncer au mythe d'une planification totalement centralisée. Elle est d'une part incapable de déterminer la quantité et le prix de millions de marchandises et de prestations différentes sans dysfonctionnement majeur, sans produire en même temps des pénuries et des gaspillages. Par ailleurs tous les modèles d'administration de la production des biens de consommation sans recours au marché supposent une information et une rationalité irréelles des consommateurs. Il faut souligner que d'ores et déjà les usines et les magasins ont les moyens de moduler rapidement la production et les commandes.

Si le plan, national, régional ou local doit décider des principaux aménagements et investissements, s'il doit favoriser les consommations collectives, c'est-à-dire les services publics ou collectifs, il devrait laisser au marché la détermination des qualités, quantités et prix des biens de consommation, sous réserve de subventions de certains d'entre eux, sans qu'il apparaisse souhaitable de généraliser cette pratique. En tout état de cause le plan peut aussi agir en cadrant les crédits d'investissements.

Dans ce cas la monnaie n'aurait plus comme fonction que la mesure et l'échange des biens et services, voire l'épargne individuelle, mais sans possibilité de spéculations ou de reconstitution d'un capital permettant l'exploitation salariale.

L'élaboration du plan, s'inscrivant dans le moyen et le long terme, mais annuellement précisé pour le court terme, devrait se réaliser dans un dialogue itératif. En premier lieu entre un conseil économique élu et les comités de gestion des entreprises et établissements, de l'industrie et des services, y compris bien entendu la fonction publique. Mais aux différentes étapes d'élaboration ce conseil devrait rendre compte à l'Assemblée nationale pour s'assurer de la cohérence des axes principaux du plan avec les orientations politiques générales. En dernier ressort c'est d'ailleurs l'Assemblée qui devrait arrêter le plan. ■